



IL faut restaurer la sécurité et l'autorité de l'État

Aujourd'hui, en France, on peut se faire agresser pour un masque, pour un regard de travers ou simplement pour avoir été au mauvais endroit au mauvais moment. Les policiers sont agressés ou tués lors de contrôles routiers de routine. Pendant que dans nos cités, la délinquance du quotidien grandit (rodéos sauvages, tirs de mortiers, trafics de drogue...). Il suffit de regarder les titres de presse pour constater que pendant l'été, l'insécurité n'a pas pris de vacances. Le nouveau Ministre de l'Intérieur tente d'afficher un discours de fermeté vis-à-vis des délinquants, mais au-delà des mots, il est temps d'agir vraiment.

Sécurité : l'échec du Gouvernement

Depuis 3 ans les chiffres de la sécurité ne sont pas bons. **Les coups et blessures volontaires enregistrés par les forces de sécurité ont augmenté de + 8 % en 2019 (+ 21 % en trois ans).**

Les violences sexuelles augmentent fortement (+ 12 % en 2019, après + 18 % en 2018). **Le nombre d'homicides augmente aussi nettement en 2019** (+ 9 %) pour atteindre son plus haut niveau depuis 10 ans.

Selon Eurostat, sur la dernière décennie, la France a un taux d'homicides enregistrés par les forces de l'ordre un tiers plus élevé que celui de l'Angleterre et deux tiers plus élevés que celui de l'Allemagne (respectivement de 1,4 pour 100 000 habitants, 1,05 et 0,8).

Les propositions des Républicains

Selon Eurostat, la France est en 2018 l'un des pays qui consacre la plus faible part de ses dépenses publiques à l'ordre public et à la sécurité (3 % contre 4,4 % au Royaume-Uni).

- Les Républicains proposent de mettre en œuvre **un plan de réarmement régalien de 25 milliards d'euros supplémentaires sur cinq ans** pour rénover les commissariats, renouveler et augmenter le parc de véhicules ou investir dans des outils technologiques.

59 policiers se sont donné la mort en 2019 contre 35 en 2018. C'est le plus haut niveau depuis vingt ans. Le taux de suicide dans la police est de 36 % supérieur à la moyenne en tenant compte des différences de

structures sociodémographiques par âge et sexe (INSERM, 2010).

- Nous proposons de **soutenir mieux les policiers et les gendarmes** et notamment de payer enfin les heures supplémentaires pour mieux déployer les forces sur le terrain et éviter les récupérations importantes, de renforcer la formation continue des forces de l'ordre, de renforcer les prérogatives des polices municipales, sans pour autant que le renfort des polices municipales par les villes ne conduise à un désengagement de l'État sur ces mêmes territoires.

45 % des peines de prison ferme ne sont pas exécutées six mois après avoir été prononcées (ministère de la Justice, 30 juillet 2019), encore davantage qu'en 2016 (44 %).

- Il faut **restaurer l'autorité de la peine afin que 100 % des peines soient exécutées**. Nous proposons ainsi par exemple de construire de nouvelles places de prisons, diversifier les peines selon le degré de dangerosité des détenus, généraliser les travaux d'intérêt général, instaurer des peines planchers, durcir la justice des mineurs...

La question de la sécurité ne saurait être dissociée de celle de la Justice qui souffre qu'un sous-financement important et d'une désorganisation qui provoque lenteurs et sentiment d'impunité.

- Il est donc nécessaire de **moderniser la Justice en investissant 10 milliards d'euros supplémentaires pour la Justice**

sur cinq ans. Il conviendrait aussi de simplifier la procédure pénale ou encore d'accélérer les délais de jugement. ■

Vœu de soutien aux forces de l'ordre

Lors de la séance du Conseil départemental du 6 juillet dernier, **les élus du groupe Les Républicains ont été à l'initiative d'un vœu de soutien aux forces de l'ordre**. Il a été voté à l'unanimité. Ainsi, le Conseil départemental :

- Appelle le gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les forces de sécurité soient confortées dans leur mission qui est celle de protéger les populations, et notamment à renforcer les moyens humains et matériels indispensables à l'exercice de leur mission pour assurer la sûreté publique, première des libertés ;
- Confirme son soutien et sa confiance aux forces de l'ordre ;
- Considère que des violences policières illégitimes ou que des actes et propos inacceptables existent et doivent être systématiquement poursuivis et condamnés par la justice.

Les élus du groupe Les Républicains Val-de-Marne Autrement

Écrivez-nous sur : groupe-lesrepublicains-valdemarne-autrement@valdemarne.fr

Réseaux sociaux : Likez et faites liker notre page www.facebook.com/94autrement